Coordination Vigilance LGV 33 jeudi 24 octobre 2013

à
Monsieur Ayrault, Premier Ministre
Hôtel de *Matignon*
57, rue de Varenne
75700 Paris

Objet : **Lettre ouverte à M. le Premier Ministre**
Lignes à grande vitesse : Projet GPSO

Monsieur le Premier Ministre,

Faisant suite à notre lettre ouverte au Président de la République du 27 janvier 2013 (1) ainsi qu'à la réponse de son chef de cabinet M. Besnard, du 30 avril 2013, nous avons pris acte que notre courrier à été transmis à M. Cuvillier, Ministre des transports, à charge pour lui de nous répondre et de nous tenir informés des suites à donner à notre démarche.

Neuf mois plus tard, n'ayant reçu aucune réponse de sa part, nous vous adressons le présent courrier, en fonction de ce que nous ont appris les médias.

Malgré tous les avis émanant aussi bien d'organismes officiels que d'études indépendantes, du président de la SNCF que de celui de RFF, avis qui concluent à la **nécessité absolue** de la remise en état et de la modernisation du réseau existant et de l'abandon corrélatif du tout TGV/LGV, ***à notre grande surprise, nous apprenons que des exceptions seraient faites pour les LGV du GPSO : Bordeaux-Toulouse d'abord et Bordeaux-Dax par la suite.***

Pourtant cela représente des sommes considérables, qui viendraient obérer de façon très importante ***la remise en état du réseau, dont vous avez évoqué la priorité absolue.*** Monsieur Rousset prétend avoir trouvé un financement mais cela n'enlève rien au coût exorbitant et à l'inutilité de ces LGV. Toutes les études réalisées sur les LGV existantes ont montré qu'elles n'avaient **aucun impact économique significatif pour les mégapoles, si ce n'est de récupérer certaines activités des villes moyennes et des territoires traversés, ainsi défavorisés**.

C'est donc une ***aberration qui ne peut s'expliquer que par le lobbyisme forcené et incompréhensible de nombreux grands élus du Sud-Ouest et d'industriels du BTP. On voit mal la raison de faire ressortir de l'ensemble des projets de LGV celles du GPSO : d'après l'avis de nombreux économistes, ce serait un gouffre financier,*** alors même que l'on apprend ces-jours-ci que les dettes de la SNCF et de RFF sont tellement importantes qu'elles risqueraient de les mettre en faillite !

Mais surtout, la catastrophe de Brétigny a confirmé, s'il le fallait, qu'il serait totalement criminel de vouloir construire quelque LGV que ce soit avant d'avoir remis en état et modernisé l'ensemble de l'infrastructure de plus de 30 000 km de notre réseau existant et du matériel roulant, utilisés chaque jour par plus de 90 % des usagers du ferroviaire.

Depuis le lancement du premier débat public de 2005, des centaines de réunions publiques, de votations et de manifestations de toutes sortes, le long des fuseaux, ont réuni des dizaines de milliers de personnes, attestant une très forte opposition. ***Cette expression de la population,***

totalement avérée et confirmée par de récents sondages d'opinion, mais volontairement ignorée des décideurs, relève d'un déni total de démocratie tout à fait insupportable.

Un sondage Ifop pour le journal Sud-Ouest donne ainsi 56 % d'opinions favorables pour l'aménagement du réseau existant (contre 33 % aux partisans de la construction de nouvelles LGV), tandis qu'un récent sondage gouvernemental donne jusqu'à 82 % d'avis favorables à l'aménagement du réseau « secondaire » (hors LGV, rapporté par la rédaction parisienne de ce journal).

Des études indépendantes financées par des collectivités territoriales diverses, aussi bien sur Bordeaux-Espagne que sur Bordeaux-Toulouse, ont montré que ***ces lignes ainsi rénovées seraient très performantes, pour des dizaines d'années encore (Selon M. Duron, Sud-Ouest du 20/10/13), et 3 à 5 fois moins chères que les LGV nouvelles - plus longues - et que ce serait beaucoup plus structurant, pour les territoires traversés, qu'un TGV/LGV qui ne s'arrête presque nulle part...***

Ainsi non seulement ces grands élus du Sud-Ouest nous trompent, vous trompent, sur la nécessité de construire ces nouvelles LGV, comme ils l'ont déjà fait pour l'autoroute A65 Langon-Pau (dont le déficit, presque égal au chiffre d'affaire, a atteint les montants records de 34,6 millions sur l'avant-dernier exercice et de 35,1 millions sur le dernier), **mais, de plus, ils mettent en danger la vie de ces voyageurs de tous les jours en retardant de facto, de façon significative, la nécessaire et sérieuse remise en état du réseau existant.**

Ce jeudi 24 octobre 2013 nous apprenons que M. Cuvillier a décidé de continuer la procédure vers l'enquête publique en vue de la réalisation des LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax, puis vers l'Espagne (projets non « lancés »), malgré les conclusions des multiples conseils recommandant d'abandonner la construction de nouvelles LGV pour privilégier la modernisation du réseau existant. Les arguments qu'avance M. Cuvillier ressemblent trop à ceux, totalement démagogiques, des grands élus du Sud-Ouest, pour qu'on n'en reconnaisse pas l'origine....

Pour toutes ces raisons nous vous demandons avec gravité, Monsieur le Premier Ministre, de mettre vos décisions en conformité avec les priorités affichées. **Nous demandons l'abandon définitif et immédiat de ces LGV du projet GPSO et de son enquête d'utilité publique à venir. Le risque de déplaire à ces grands élus et de compliquer les financements de la SEA, n'étant que peu de chose en comparaison de la sécurité des voyageurs et de l'amélioration des transports du quotidien.**

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre profond respect.

Coordination vigilance LGV – BP 3 – 33720 LANDIRAS
coordination-asso-vigilance-lgv@orange.fr

(1) A défaut pour consulter cette lettre et la réponse de M. Besnard voir :
http://www.lgpe.fr/Reponse-a-lettre-ouverte-au